



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le **02 juin 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 25/02/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**REMONDIS**

ZI Anjou Atlantique  
Rue des Crêtes  
49123 Champocé-Sur-Loire

**Références :** EC-2025-79-INSP-Remondis-Champocé-RAP

**Code AIOT :** 0006306499

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement REMONDIS implanté ZI Anjou Atlantique Rue des Crêtes 49123 Champocé-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS
- ZI Anjou Atlantique Rue des Crêtes 49123 Champocé-sur-Loire
- Code AIOT : 0006306499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Remondis exerce son activité sous couvert de l'arrêté préfectoral DIDD - 2013 n°106 du 16 mai 2013, complété par l'arrêté DIDD - 2014 n°359 du 20 novembre 2014 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux).

Thèmes de l'inspection :

- Contrôles électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|---|--|-----------------------|
| 2  | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.3 (modifié par APC du 20/11/2014) | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 3  | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Prévention des risques technologiques                      | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.2.6 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Moyens d'intervention et organisation des secours          | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Gestion de l'établissement                                 | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.3 (modifié par APC du 20/11/2014) | Sans objet        |
| 4  | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3.1                               | Sans objet        |
| 7  | Prévention du risque incendie                              | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6                                     | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Remondis à Champtocé sur Loire souhaite faire évoluer son site :

- déplacement de cuves d'huile usagée, de l'intérieur du bâtiment vers un futur auvent ;
- réception de déchets dont les codes déchet ne sont pas autorisés à ce jour, dans l'arrêté préfectoral.

L'exploitant déclare vouloir déposer un Porter à Connaissance courant 2025 (deuxième semestre) pour mettre à jour sa situation administrative par rapport à son activité et ses projets d'aménagement.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- corriger les observations issues du contrôle sur les installations électriques, sous 1 mois ;
- réparer le report téléphonique d'alarme lors de la détection d'un incendie et de transmettre la facture à l'inspection, sous 1 mois ; le report se fait sur le téléphone du responsable d'astreinte
- mettre à jour sa situation administrative, par le dépôt d'un PAC, sous 4 mois ;
- transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets (BSD) prouvant l'évacuation effective des déchets non-autorisés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion de l'établissement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.3 (modifié par APC du 20/11/2014)  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de déchets détenus dans l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare qu'il utilise un logiciel interne MKGT, relié à Trackdéchets, pour gérer ses stocks. Le jour de l'inspection il déclare avoir en stock 142 tonnes de déchets dangereux et 12 tonnes de déchets non-dangereux.<br><br>L'inspection des installations classées constate que les quantités déclarées sont cohérentes avec le nombre de contenants présents dans le hangar de stockage. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Gestion de l'établissement

|  |  |
|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.3 (modifié par APC du 20/11/2014)   |  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets admis dans l'établissement   |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |  |
| L'établissement est autorisé à recevoir sur son site des déchets dangereux et non dangereux relevant des codes suivants de la nomenclature déchets fixée par l'annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement (décret 2002-540 du 18 avril 2002) : |  |
| Bâtiment   | Codes déchets dangereux *  |
| Zone Ouest   | 020108, 060311 à 060315, 061301, 061302, 070509 à 070513, 070601, 070609 à 070611, 070701, 070709 à 070711, 090106, 090111, 100707, 101211, 110105 à 110109, 110115, 110116, 110198, 110199, 110202, 110205, 110207, 110301, 120120, 120302, 130501 à 130503, 130508, 130701 à 130703, 140601, 150110, 150111, 150202, 160107 à 160114, 160121, 160209 à 160211, 160213, 160215, 160303, 160305, 160506 à 160508, 160601 à 160606, 170204, 170409, 170410, 170601 à 170605, 180103 à 180110, 180202 à 180207, 200117 à 200123, 200131 à 200137 |

|          |   |
|----------|---|
| Zone Est | 060101 à 060105, 060203 à 060205, 070501 à 070508, 070603 à 070608, 070703 à 070708, 080111 à 080121, 080312 à 080319, 080409 à 080417, 080501, 090101 à 090105, 090113, 110111, 110113, 120112 à 120118, 120301, 130101, 130301 à 130310, 130506, 130507, 130104 à 130113, 130204 à 130208, 120106 à 120110, 200126, 140602 à 140605, 160504, 161001, 161003, 200113 à 200115, 200127 à 200129 |
|----------|---|

#### Constats :

L'inspection des installations classées constate sur la fiche établissement Trackdéchets, pour l'année 2024 que la société Remondis a fait entrer et sortir les déchets suivants, qui ne sont pas dans la liste des déchets autorisés par l'arrêté d'autorisation :

Liste des déchets dangereux non autorisés :

| Code déchets | Description   | Type de flux | Quantité      |
|--------------|---|--------------|---------------|
| 06 01 06*    | autres acides   | ->Entrant    | 8,762 tonnes  |
| 06 01 06*    | autres acides   | Sortant ->   | 4,816 tonnes  |
| 06 04 04*    | déchets contenant du mercure  | Sortant ->   | 0,202 tonnes  |
| 07 01 01*    | eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses                           | ->Entrant    | 11,125 tonnes |
| 07 01 03*    | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | ->Entrant    | 0,154 tonnes  |
| 07 01 03*    | solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés | Sortant ->   | 0,032 tonnes  |
| 07 01 04*    | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques    | ->Entrant    | 23,466 tonnes |
| 07 02 08*    | autres résidus de réaction et résidus de distillation               | ->Entrant    | 7,24 tonnes   |
| 07 03 04*    | autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques    | ->Entrant    | 0,481 tonnes  |
| 16 07 08*    | déchets contenant des hydrocarbures                                 | ->Entrant    | 8,184 tonnes  |

|           |  |            |              |
|-----------|--|------------|--------------|
| 16 08 07* | catalyseurs usés<br>contaminés par des<br>substances dangereuses | ->Entrant  | 0,491 tonnes |
| 16 09 03* | peroxydes, par exemple,<br>peroxyde d'hydrogène                  | Sortant -> | 0,036 tonnes |

Liste des déchets non-dangereux non autorisés :

| Code déchets | Description   | Type de flux | Quantité     |
|--------------|---|--------------|--------------|
| 07 06 99     | déchets non-spécifiés<br>ailleurs   | ->Entrant    | 0,006 tonnes |
| 12 01 02     | fines et poussières de<br>métaux ferreux  | ->Entrant    | 0,223 tonnes |
| 12 01 02     | fines et poussières de<br>métaux ferreux  | Sortant ->   | 0,078 tonnes |
| 17 01 07     | mélanges de béton,<br>briques, tuiles et<br>céramiques autres que<br>ceux visés à la rubrique<br>17 01 06 | ->Entrant    | 0,533 tonnes |
| 17 04 07     | métaux en mélange   | ->Entrant    | 0,792 tonnes |

La quantité de déchets non autorisés entrant sur le site en 2024 est de 61,457 tonnes (59,903 tonnes de déchets dangereux et 1,554 tonnes de déchets non-dangereux), selon les données issues de trackdéchets.

L'exploitant déclare qu'il souhaite mettre à jour son arrêté d'autorisation afin de pouvoir réceptionner d'autres types de déchets et déposer un dossier de porter à connaissance courant 2025 (deuxième semestre) en ce sens.

Dans un échange avec l'inspection, postérieurement à l'inspection, l'exploitant s'engage à évacuer la totalité des déchets non autorisés dans un délai d'un mois.

Par mël en date du 29 avril 2025 l'exploitant indique que les déchets non autorisés restant à évacuer sont :

| Masse        | Code déchet |
|--------------|-------------|
| 0,837 tonnes | 07 01 01*   |
| 0,91 tonnes  | 07 01 04*   |
| 1,611 tonnes | 16 07 08*   |

Par mël en date du 27 mai 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un

état des stocks montrant qu'il n'y a plus de déchets non autorisés entreposés sur son site. Les bordereaux transmis à ce jour ne permettent pas de prouver l'évacuation complète des déchets non-autorisés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois les bordereaux de suivi de déchets (BSD) prouvant l'évacuation effective des déchets non-autorisés, associés à un tableau récapitulatif (codes déchets, quantités, n° BSD, etc...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage des déchets transitent dans un bassin d'orage de 130 m<sup>3</sup> avant traitement par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné.

Le séparateur d'hydrocarbures est régulièrement entretenu conformément aux recommandations du constructeur.

**Il est vidangé deux fois par an au minimum** (l'été avant les périodes d'orages, l'hiver avant les fortes précipitations).

Les résidus de ces traitements sont éliminés en tant que déchets.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le séparateur d'hydrocarbure a été vidangé le 17 décembre 2024.

L'exploitant déclare qu'il en fait l'entretien une fois par an.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'effectuer l'entretien du séparateur deux fois par an tel que demandé dans son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejets

**Prescription contrôlée :**

Les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

| Paramètre                    | Valeur limite                               |
|------------------------------|---|
| pH                           | 5,5-8,5                                     |
| température                  | <30°C                                       |
| Matières en Suspension - MES | 60 mg/l (AM du 17/12/2019 relatif aux MTD)  |
| DCO                          | 180 mg/l (AM du 17/12/2019 relatif aux MTD) |
| DBO5                         | 100 mg/l                                    |
| Hydrocarbures totaux - HCT   | 5 mg/l                                      |

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les analyses ont été réalisées le 20 mars 2024 (rapport d'analyse AR-24-FP-011805-01 de la société Eurofins). Le rapport d'analyse conclut à la conformité des résultats.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

.../...

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.../...

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que la vérification des installations électriques a été effectuée le 6 mars 2024.

Le rapport de vérification 0305198-011-1 de l'agence APAVE de Cholet relève 5 observations (absence de protection de surcharge, identification incorrecte d'appareillage (\*2), absence de dispositif différentiel à haute sensibilité, matériel inadapté).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de corriger ces non-conformités et de transmettre le document récapitulatif de ces corrections.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective



**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 6 : Moyens d'intervention et organisation des secours**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs ;
- au moins 3 poteaux d'incendie situés à environ 100 m du site, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés et capables d'assurer un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h ;
- un système de détection automatique d'incendie et d'un report téléphonique d'alarme lors des heures de fermeture.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- les extincteurs ont été vérifiés le 24 janvier 2025 (rapport de maintenance n°2501-039164 de la société NANTUR) ;
- les poteaux incendie ont été vérifiés le 17 octobre 2024 par VEOLIA.

Ces rapports concluent à la conformité des extincteurs et des poteaux incendies.

L'exploitant déclare que le report téléphonique de l'alarme incendie ne fonctionne pas, que le devis de réparation est signé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis du report téléphonique et de lui transmettre la facture de la réparation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Prévention du risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.

Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

#### **Constats :**

Le constat de l'inspection des installations classées lors de la visite du 30 juin 2022, concernant le fonctionnement de la vanne de sectionnement au niveau du dispositif de traitement des eaux pluviales était que :

En fonctionnement normal, elle est en position fermée. Des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel sont réalisés une fois par an après analyse des eaux.

Le jour de l'inspection l'exploitant déclare que :

- ce n'est pas le mode de fonctionnement adopté par la société, qu'au vu des intempéries le bassin serait vite saturé ;
- en fonctionnement normal, la vanne de sectionnement est ouverte, et n'est fermée qu'en cas de sinistre.

L'inspection des installations classées constate que :

- il y a une incohérence entre le constat précédent et le fonctionnement actuel du site ;
- le bassin de rétention est propre et bien entretenu ;
- il existe une cuvette de rétention devant les quais qui peut être isolée avant le bassin de rétention (voir photo du clapet de fermeture) ;
- la vanne de coupure avant rejet au milieu naturel est opérationnelle et les consignes de fonctionnement sont affichées à proximité (voir photos).

L'exploitant déclare qu'il n'a pas fait d'exercice de défense contre l'incendie.

L'inspection des installations classées lui rappelle, sur la base de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 d'effectuer un exercice incendie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Le 28 avril 2025 l'exploitant a réalisé un exercice incendie et a envoyé le compte rendu à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Gestion de l'établissement



*déchets dangereux*



*déchets dangereux sur rétention*





*déchets dangereux*



*IBC et cuves huile usagée*

## N°7 : Prévention du risque incendie

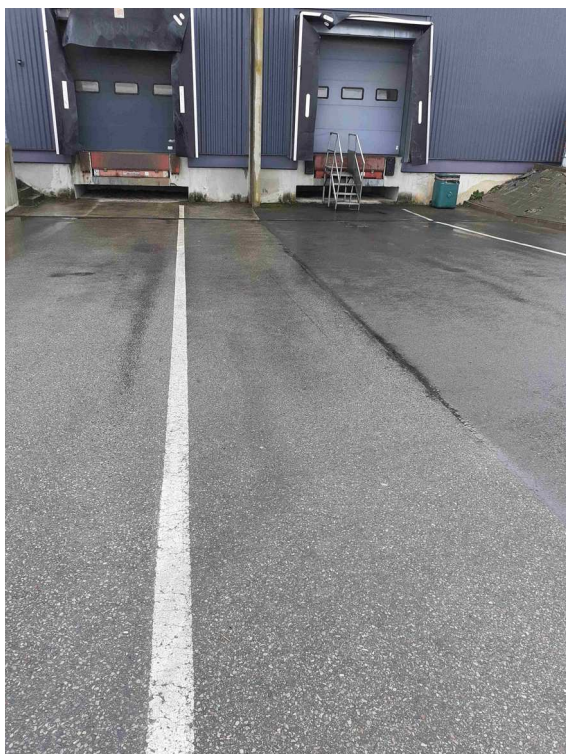


*bassin de confinement*



*clapet de fermeture en amont du bassin de confinement*





*quais de chargement formant une cuvette  
de rétention*



*vanne de sectionnement*



procédure d'utilisation vanne de sectionnement